



**Mémoire prébudgétaire présenté dans le
cadre des consultations prébudgétaires en
vue du budget 2026**

**Présenté par la
Coalition pour une saine alimentation scolaire**

La Coalition pour une saine alimentation scolaire recommande au gouvernement du Canada :

Recommandation 1: Respecter l'engagement d'investir un milliard de dollars sur cinq ans pour le [Programme national d'alimentation scolaire \(PNAS\)](#), prolonger [le Fonds pour l'infrastructure alimentaire scolaire](#) avec un investissement annuel de 20,2 millions de dollars, et rendre ce programme permanent par une loi. Affirmer le leadership du Canada en rejoignant les 56 pays ayant adopté les Engagements nationaux de la Coalition pour les repas scolaires.

Recommandation 2: Allouer 20 millions de dollars par année au programme [Acheter canadien dans le programme d'alimentation scolaire](#), comme promis dans la plateforme électorale du Parti libéral en 2025.

Recommandation 3: Fournir 500 000 \$ par année au [National School Food Program Research Partnership](#) (Partenariat de recherche sur le Programme national d'alimentation scolaire), un groupe de plus de 30 universitaires, partenaires communautaires et représentants fédéraux de tout le Canada qui ont élaboré un plan de recherche longitudinal complet, prêt à être mis en œuvre, pour le suivi et l'évaluation du Programme national d'alimentation scolaire. Cet investissement garantirait des programmes d'alimentation scolaire communautaires de qualité, rentables et bien accueillis. Ce montant serait jumelé par des bailleurs de fonds non gouvernementaux.

Recommandation 4: Augmenter le financement du Programme national d'alimentation scolaire pour suivre la hausse du coût de la vie, les résultats des évaluations et les besoins émergents, afin d'établir un programme conforme à la vision et aux objectifs de la [Politique nationale d'alimentation scolaire](#). Compte tenu de ces éléments, et pour au moins égaler les 400 millions de dollars investis annuellement par les provinces, territoires et municipalités, nous recommandons que le Canada planifie d'accroître sa contribution à un minimum de [400 millions de dollars par année](#) dans les années à venir.

Le 18 juillet 2025

Karina Gould, députée, présidente du Comité permanent des finances
Chambre des communes

Objet : Rendre permanent le Programme national d'alimentation scolaire et financer l'infrastructure alimentaire scolaire, l'approvisionnement local dans les écoles et l'évaluation

Madame la Présidente, membres du Comité,

La Coalition pour une saine alimentation scolaire (CSAS) a salué le lancement du Programme national d'alimentation scolaire (PNAS) et de la Politique nationale d'alimentation scolaire en 2024, ainsi que le transfert de fonds à chaque province, territoire et partenaires autochtones tout au long de 2024 et 2025.

Au nom de la CSAS, nous vous présentons ces recommandations, qui témoignent d'un fort appui au leadership du gouvernement dans la promotion de l'alimentation scolaire au Canada et à son engagement envers la santé et le bien-être des enfants et des jeunes dans toutes les provinces, territoires et collectivités des Premières Nations, Inuit et Métis.

Recommandation 1: Respecter l'engagement d'investir un milliard de dollars sur cinq ans pour [le Programme national d'alimentation scolaire](#), continuer d'investir 20,2 millions de dollars par année comme annoncé dans le budget 2024 pour prolonger [le Fonds pour l'infrastructure alimentaire scolaire](#), et rendre ce programme permanent par une loi. Cela assurerait la stabilité à long terme et la pérennité du PNAS, permettant au Canada de rejoindre d'autres pays de premier plan comme la Finlande, les États-Unis, le Japon et le Brésil, qui ont tous légiféré leurs programmes d'alimentation scolaire.

Maintenir l'investissement fédéral dans le PNAS contribuera à un avenir plus équitable et résilient. Alors que les prix des aliments augmentent, les familles peinent à acheter des aliments nutritifs, ce qui met en danger la nutrition et la santé à long terme des enfants. Plusieurs enfants, tous niveaux de revenu confondus, ne respectent pas les recommandations alimentaires et sont à risque de développer des maladies chroniques.

Le PNAS constitue une réponse essentielle pour garantir aux élèves un accès quotidien à une alimentation nutritive, réduire l'insécurité alimentaire pendant les heures scolaires, améliorer la santé et les résultats d'apprentissage, et soutenir le développement d'habitudes alimentaires positives tout au long de la vie.¹

Le budget fédéral 2024 a alloué 20,2 millions de dollars au [Fonds pour l'infrastructure alimentaire scolaire](#) (FIAS). Nous demandons au Canada de poursuivre cet investissement annuel de 20,2 millions de dollars pour prolonger le FIAS. Dix organismes sans but lucratif ont été choisis et les fonds ont été rapidement distribués à des centaines d'organismes communautaires afin d'acheter l'infrastructure et l'équipement nécessaires (réfrigérateurs, cuisinières, véhicules de livraison, etc.), permettant à davantage de programmes d'alimentation scolaire d'offrir des aliments sains.

Membre de la [School Meals Coalition](#) (Coalition pour les repas scolaires), qui regroupe 109 pays, nous encourageons le Canada à affirmer son leadership au sein de la communauté mondiale et à rejoindre les 56 gouvernements qui ont pris des [engagements nationaux](#) pour surveiller, évaluer, construire, améliorer et étendre leurs investissements dans les programmes d'alimentation scolaire.

Nous invitons le gouvernement à consulter [les personnes les plus touchées par l'insécurité alimentaire](#), particulièrement les familles noires, qui connaissent les taux d'insécurité alimentaire les plus élevés au Canada, afin de soutenir des solutions communautaires en vue de la mise en œuvre du PNAS.

¹ [Cohen et collab.](#) (2022) ; [Colley et collab.](#) (2019)

Nous soulignons l'importance d'un financement continu et durable, par le biais d'ententes flexibles fondées sur les distinctions avec les partenaires des Premières Nations, Métis et Inuit, permettant un investissement substantiel dans l'infrastructure, les coûts des aliments, le personnel ou d'autres besoins communautaires. Cela soutiendra des initiatives alimentaires scolaires autochtones dirigées par les communautés, essentielles pour la pertinence culturelle, l'autodétermination et l'impact.

Recommandation 2: Allouer 20 millions de dollars par année au programme [Acheter canadien dans le programme d'alimentation scolaire](#), tel que promis dans la plateforme électorale du Parti libéral en 2025. Ce nouveau programme, élaboré en consultation avec les principaux intervenants, soutiendrait l'approvisionnement local dans les programmes alimentaires scolaires tout en créant des marchés stables pour les producteurs alimentaires, notamment dans les communautés rurales et éloignées.

Le programme générerait des revenus pour les agriculteur-trice-s, créerait des emplois pour les travailleuses et travailleurs des services alimentaires et de la distribution, et renforcerait les systèmes alimentaires locaux et régionaux. Cette initiative s'inscrit dans les stratégies plus larges d'achat canadien, face aux défis tarifaires mondiaux.

Recommandation 3: Au cours de la dernière année, plus de 30 chercheur-e-s et partenaires communautaires à travers le Canada ont collaboré avec le gouvernement fédéral pour développer un [Partenariat de recherche sur le Programme national d'alimentation scolaire](#). Ce partenariat dispose d'un plan de recherche longitudinal complet, prêt à être mis en œuvre, pour appuyer le gouvernement dans le suivi du déploiement du PNAS. Ce plan comprend la surveillance, le suivi et l'évaluation d'un large éventail de résultats pour les enfants, les familles et les collectivités. Cette recherche systématique est essentielle pour démontrer l'impact et l'efficacité à court et à long terme du programme.

Nous recommandons que le gouvernement consacre 500 000 \$ en 2026 au Partenariat de recherche sur le PNAS à partir des fonds déjà engagés pour le PNAS, et maintienne cet investissement annuel afin d'assurer une recherche solide et collaborative à mesure que le programme s'étend. Cet investissement serait égalé par des bailleurs de fonds non gouvernementaux.

Recommandation 4: Augmenter le financement du PNAS pour suivre la croissance du coût de la vie, les résultats des évaluations et les besoins émergents, afin d'établir un programme conforme à la vision et aux objectifs de [la Politique nationale d'alimentation scolaire](#). La CSAS se réjouit de l'engagement de 2024 d'un milliard de dollars sur cinq ans pour le PNAS. Toutefois, ce financement reste insuffisant pour bâtir un programme national universel d'alimentation scolaire.

L'investissement initial du Canada fournit environ 0,20 \$ par élève par jour si tous les élèves participaient, alors que le coût moyen d'un repas nutritif est de 4,50 \$.² Dans les années à venir, le gouvernement devra envisager d'augmenter son financement annuel afin de créer un programme universel adéquatement financé. Sur cette base, et afin d'égaliser les 400 millions de dollars investis annuellement par les provinces, territoires et municipalités, nous recommandons que le Canada augmente sa contribution à [un minimum de 400 millions de dollars](#) par année.

Au nom du plus grand réseau canadien d'alimentation scolaire, qui regroupe plus de 500 membres et sympathisants, nous appelons à la croissance continue et à la pérennité du PNAS afin d'assurer un impact générationnel sur la santé et le bien-être de tous les enfants, familles et communautés au Canada. Nous sommes impatients de collaborer avec tous les ordres de gouvernement et les partenaires autochtones pour renforcer et soutenir ce programme vital.

Cordialement,

² Selon les estimations de [Flourish! School Food Society](#), le coût moyen d'un dîner est d'environ 6,50 \$ / repas, tandis que les déjeuners et collations coûtent environ 2,50 \$ / repas.



Debbie Field
Coordnatrice nationale
Coalition pour une saine alimentation
scolaire



Jesse Veenstra
Directrice générale
De la ferme à la cafétéria Canada

Un Programme national d'alimentation scolaire (PNAS) permanent, fondé sur la Politique nationale d'alimentation scolaire de 2024 et soutenu par un financement fédéral, assurera la stabilité des programmes d'alimentation scolaire au Canada.

Cette législation renforcera la collaboration fédérale, provinciale, territoriale et autochtone pour faire progresser des priorités clés en matière de santé, d'éducation, d'abordabilité, de sécurité alimentaire et de résilience économique, en incluant les éléments et objectifs suivants :

1. Offrir des repas scolaires sains

Le PNAS appuie les provinces, territoires et partenaires autochtones dans l'expansion des initiatives et la distribution de repas scolaires nutritifs par des partenariats locaux, conformément à la vision d'universalité, de dignité et de promotion de la santé de la Politique.

2. Soutenir les familles face au coût de la vie

Les recherches montrent que les programmes d'alimentation scolaire universels permettent aux familles d'économiser entre 130 \$ et 190 \$ par enfant chaque mois sur les achats alimentaires, soit entre 2 600 \$ et 3 800 \$ annuellement pour deux enfants. Ces économies sont importantes dans un contexte d'inflation et de volatilité des prix des aliments.³

3. Améliorer les résultats scolaires

Les études montrent que les enfants ayant un accès régulier à une saine alimentation scolaire manifestent une meilleure attention, performance académique, comportement et engagement cognitif — des fondations essentielles pour l'équité et la réussite scolaires.⁴

4. Renforcer la littératie alimentaire et les habitudes de vie saines

Lorsque les élèves planifient, cultivent, cuisinent ou servent des aliments dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire, ils acquièrent des compétences pratiques et développent des habitudes saines à vie. Ils comprennent aussi mieux les systèmes alimentaires et comment agir pour soutenir la durabilité et l'équité. Cela favorise [la littératie alimentaire](#) et s'aligne sur la Politique nationale d'alimentation scolaire.

5. Soutenir la croissance économique, la création d'emplois et les systèmes alimentaires locaux

Le PNAS et la Politique privilégient l'approvisionnement local dans les programmes d'alimentation scolaire, ce qui stimule les chaînes d'approvisionnement nationales, crée des emplois et renforce les économies régionales — une approche efficace démontrée dans plusieurs provinces canadiennes et modèles internationaux.⁵

6. Favoriser des politiques et pratiques scolaires responsables et soutenantes

Le PNAS peut contribuer à créer des milieux scolaires où l'alimentation saine est normalisée tout en limitant l'exposition à la publicité des produits ultra-transformés. Ces efforts sont cohérents avec la Politique nationale d'alimentation scolaire et les recommandations mondiales en santé publique.

7. Favoriser un approvisionnement alimentaire local, durable et culturellement adapté

Les programmes d'alimentation scolaire ont le potentiel de renforcer les systèmes alimentaires locaux tout en reflétant la diversité des traditions culinaires. En privilégiant les aliments locaux, en intégrant des aliments traditionnels et autochtones et en adoptant des pratiques environnementales responsables, ces programmes réduisent les émissions, soutiennent la résilience climatique et favorisent la souveraineté alimentaire.

³ [Ruetz et collab.](#) (2023)

⁴ [Anderson et al.](#) (2017); [Centre for Disease Control and Prevention](#) (2015)

⁵ [Coalition pour une saine alimentation scolaire](#); [Public food procurement for sustainable food systems and healthy diets](#) (2021)

8. Promouvoir l'équité entre les genres

Les repas scolaires universels allègent le fardeau des soins, particulièrement pour les mères, et soutiennent la participation au marché du travail. Une étude suédoise a montré que les programmes de repas gratuits ont augmenté de 5 % la participation des mères au marché du travail, tandis que les parents, en particulier les femmes actives, bénéficient d'une réduction du stress et du temps consacré à préparer les repas scolaires.⁶

9. Améliorer la santé

Les enfants consomment une grande partie de leur alimentation quotidienne à l'école, faisant des programmes d'alimentation scolaire une occasion clé de promouvoir une alimentation saine. Ces programmes préviennent les maladies liées à l'alimentation et réduisent les coûts futurs des soins de santé, estimés à 26 milliards de dollars annuellement au Canada.⁷

10. S'aligner avec d'autres objectifs gouvernementaux

Les programmes d'alimentation scolaire sont une composante essentielle de l'infrastructure sociale du Canada, en complément d'initiatives telles que la garde universelle d'enfants et la prestation canadienne pour enfants. Ces programmes génèrent des retombées économiques et sociales importantes, estimées entre 2,50 \$ et 7 \$ pour chaque dollar investi.⁸

La Coalition pour une saine alimentation scolaire regroupe plus de 380 organismes sans but lucratif membres et plus de 150 sympathisants, incluant des municipalités, commissions scolaires, écoles et autres instances gouvernementales, représentant des milliers de soutiens au Canada. Nous plaidons pour un Programme national d'alimentation scolaire (PNAS) permanent, universel et financé en partage des coûts, avec la vision que, graduellement, les 5 millions d'élèves de la maternelle à la 12e année au Canada auront quotidiennement accès à une alimentation saine à l'école, offerte dans des programmes conformes à la Politique nationale d'alimentation scolaire et à [nos 8 principes directeurs](#).

⁶ [Lundborg et collab.](#) (2022), cité dans [Ruetz et collab.](#) (2023)

⁷ [Loewen et collab.](#) (2019), cité dans [Ruetz et collab.](#) (2023)

⁸ [Ruetz et collab.](#) (2023)